

Les consulats suisses à l'étranger reçoivent le journal.

Cinquième année. — N° 44

Samedi 30 Mai 1891

Prix du numéro 10 centimes

Bureaux: Rue Neuve, 19



### ABONNEMENTS

Un an : Six mois :  
Suisse . . . 6 fr. 3 fr.  
Union postale . 12 » 6 »  
On s'abonne à tous les bureaux de poste

Paraissant le mercredi et le samedi, à Bienne

### ANNONCES

Provenant de la Suisse . . 20 ct. la ligne  
» de l'étranger . . 25 »  
Minimum d'une annonce 50 centimes  
Les annonces se paient d'avance

Organe de la Société intercantonale des industries du Jura, des Chambres de commerce, des Bureaux de contrôle et des Syndicats industriels.

## Assemblée fédérale

La session ordinaire d'été des chambres fédérales s'ouvrira le 1<sup>er</sup> juin prochain. Au nombre des objets figurant sur la liste des tractanda, nous relevons les suivants :

*Union internationale de la propriété industrielle.* Message et projet d'arrêté du conseil fédéral concernant la ratification des quatre actes suivants : a. arrangement concernant les indications de fausse provenance sur les marchandises ; b. arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce ; c. protocole concernant la dotation du Bureau international ; d. protocole concernant l'interprétation et l'application de la Convention du 20 mars 1883.

*Musée national.* On se souvient que dans sa session extraordinaire de mars/avril, le conseil des états s'est prononcé définitivement pour Zurich, tandis que le conseil national a continué à voter en majorité pour Berne. Ce dernier conseil doit maintenant émettre un vote définitif ; c'est ce qui aura lieu au cours de la session qui s'ouvrira le 1<sup>er</sup> juin prochain.

D'autre part on annonce que Berne se dispose à retirer sa demande. Cette nouvelle invraisemblable a besoin de confirmation ; il n'est, en tout cas, pas probable que ce sacrifice soit fait sans compensation sur l'autel de la patrie.

*Travail dans les fabriques.* Rapport du conseil fédéral au sujet de quatre décisions des chambres relatives à la loi fédérale sur le travail dans les fabriques, du 23 mars 1877 (Motions Comtesse, Cornaz, Decurtins ; arrêté relatif à l'application de l'art. 12 de la loi). Ces motions et arrêté sont conçus en ces termes :

1<sup>re</sup> Motion Comtesse, du 11 avril 1889, prise en considération par le conseil national le 5 juin suivant :

« Dans le but de remédier aux inégalités qui se présentent dans l'application de la loi fédérale concernant le travail dans les fabriques et afin d'étendre à un plus grand nombre d'ouvriers le régime protecteur de cette loi, le conseil fédéral est invité à examiner s'il n'y a pas lieu de modifier les règles et critères fixés par les arrêtés et circulaires du conseil fédéral, notamment en ce qui concerne le nombre des ouvriers et l'emploi de moteurs mécaniques. »

2<sup>o</sup> Motion Cornaz, du 11 avril 1889, prise en considération par le conseil des états le 17 juin de la même année :

« Le conseil fédéral est invité à examiner dans son ensemble la question des syndicats obligatoires, et particulièrement s'il ne convient pas d'introduire dans la loi sur les fabriques une disposition additionnelle sous chiffre III a, article 16 a, de la teneur suivante :

« Les cantons sont autorisés à instituer, pour les besoins de certaines industries, les syndicats professionnels obligatoires. »

3<sup>o</sup> Arrêté fédéral adopté le 24 juin 1889 à l'occasion de la discussion des rapports de gestion pour l'année 1888 (Motion Decurtins) :

« Le conseil fédéral est invité à faire rapport sur la question de savoir s'il n'y a lieu de soumettre à une révision, dans le sens d'une rédaction plus précise, l'article 12 de la loi fédérale concernant le travail dans les fabriques. »

4<sup>o</sup> Arrêté fédéral du 24 juin 1889 :

« Le conseil fédéral est invité à présenter après examen un rapport et des propositions sur la question de savoir si l'on ne devrait pas astreindre les tribunaux qui prononcent des jugements dans les cas de violation de dispositions de la loi fédérale sur les fabriques, à en donner communication, en copie, au conseil fédéral. »

\* \* \*

Au nombre des tractanda qui figurent à l'ordre du jour de la session des chambres qui va s'ouvrir lundi prochain, deux intéressent plus particulièrement l'industrie horlogère : la révision de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques ; les syndicats obligatoires.

La révision de la loi sur les fabriques, dans le sens d'une extension aussi large que possible, est depuis longtemps considérée comme une nécessité absolue dans les milieux horlogers. Nous avons déjà, dans plusieurs circonstances, eu l'occasion de traiter cette question ; nous nous bornerons, pour aujourd'hui, à signaler l'infériorité dans laquelle se trouvent les établissements soumis à la loi, vis-à-vis de ceux qui sont libres de prolonger

indéfiniment les heures de travail et de payer leurs ouvriers à des époques indéterminées, en marchandises, ou en espèces qui n'ont pas toujours cours dans notre pays.

La question des syndicats obligatoires est d'une autre envergure ; elle aboutira moins vite que la première, vu les modifications profondes que l'application du système de l'obligation apporterait dans nos mœurs industrielles. Mais, hâtons-nous de le dire, les syndicats professionnels libres, fondés depuis quatre ou cinq ans au sein de notre industrie, et dont quelques-uns jouent un rôle considérable dans notre ménage horloger, poursuivent exactement le même but que celui qu'auraient des syndicats obligatoires. Ce n'est donc pas un principe que l'on oppose à un autre principe, mais simplement un système destiné à donner aux syndicats libres, le moyen de remplir complètement leur but en supprimant la dissidence. Or, supprimer ou neutraliser la dissidence, c'est précisément ce que l'on cherche dans tous les syndicats libres ; preuve en soit les mesures que l'on prend pour contraindre les non syndiqués à entrer dans le giron des associations, ou pour les paralyser dans leur production.

Au moment où les chambres fédérales vont s'occuper des motions Comtesse et Cornaz, il nous paraît intéressant de rappeler quelle était l'opinion des groupes intéressés, officiellement consultés en 1889.

En ce qui concerne la révision de la loi sur les fabriques, les groupes ouvriers, consultés par le secrétariat général de la Fédération horlogère, s'étaient prononcés unanimement en faveur d'une extension complète de la loi, d'après la formule suivante :

*La loi fédérale sur les fabriques est de droit commun et doit être appliquée à toute per-*

sonne faisant travailler un ou plusieurs étrangers à la famille. Les dispositions de la loi relatives aux salaires, sont applicables aux ouvriers qui travaillent chez eux, ainsi qu'aux patrons qui les occupent.

Quant aux syndicats obligatoires, le procès verbal de l'assemblée des délégués des syndicats professionnels et sociétés commerciales existant dans l'industrie horlogère, réunie à Neuchâtel le 31 mai 1889, dit ce qui suit;

« Si l'on s'en tient aux opinions exprimées par les délégués, toutes les associations patronales dont les délégués ont pris la parole, se prononcent en faveur de l'institution des syndicats professionnels horlogers obligatoires. »

« Fait exception la Société des fabricants d'horlogerie de la Chaux-de-Fonds, qui demande, avant de se prononcer, une étude sérieuse et sympathique de la question. »

« La chambre de commerce de Genève demande que la question soit discutée dans des assemblées spéciales, auxquelles elle convie les promoteurs des syndicats obligatoires. »

« Toutes les associations ouvrières se prononcent collectivement en faveur de l'obligation. »

On sait que dès lors, la question a été posée devant le grand conseil genevois; dans les autres régions horlogères, l'opinion est, aujourd'hui, ce qu'elle était en 1889.

Nous verrons prochainement ce que pensent, sur ces deux questions importantes, les mandataires du peuple aux chambres fédérales.

### Inspecteur des fabriques du 2<sup>e</sup> arrondissement

Le Conseil fédéral vient de désigner le successeur de M. H. Etienne, l'inspecteur démissionnaire des fabriques du 2<sup>e</sup> arrondissement; son choix s'est fixé sur M. Campiche, de Ste-Croix, conseiller national et président du Grand conseil vandois.

Une trentaine de postulants s'étaient présentés; d'élimination en élimination, le département intéressé en avait retenu deux ou trois entre lesquels son choix hésitait; la présence d'un homme politique au nombre des candidats de la dernière heure, a sorti d'embarras M. le chef du département fédéral de l'industrie et de l'agriculture. Or, on sait comment les choses se passent à Berne, lorsqu'il s'agit de nominations de fonctionnaires; le département intéressé fait une proposition et, à moins de circonstances tout-à-fait exceptionnelles, le conseil fédéral ratifie. Dans le cas particulier, cette ratification était d'autant plus prévue, que la présence d'une candidature politique avait provoqué le retrait des postulants sérieux.

Les fonctions d'inspecteur fédéral des fabriques ne sont ni une sinécure ni un agrément; il faut, pour les remplir — nous ne dirons pas à la satisfaction générale ce qui est impossible — sans soulever trop de critiques, un esprit juste, un caractère ferme allié à un grand esprit de conciliation. Dans le 2<sup>e</sup> arrondis-

sement, qui est avant tout un arrondissement horloger, il est utile que le titulaire ait une connaissance complète de nos affaires horlogères, soit au courant de la situation respective de nos patrons et de nos ouvriers, n'ignore rien de ce qui s'est fait depuis cinq années dans les groupements professionnels patronaux et ouvriers, et possède une certaine compétence dans les questions économiques et sociales qui sont à l'ordre du jour.

La nomination de M. Campiche sera accueillie avec un certain étonnement dans les milieux horlogers où il est inconnu; mais cette circonstance même lui laissera du répit; on attendra de le voir à l'œuvre avant de le juger. Quant à nous, nous lui souhaitons bonne chance dans les délicates et ingrates fonctions dont la confiance du conseil fédéral vient de l'investir.

### Tarif des péages

On écrit à la Tribune de Genève:

Une personne de notre ville, au courant de la question des péages, en réponse à une demande d'explication sur l'action de la Ligue contre le renchérissement de la vie et l'intention de referendum contre l'application des nouveaux tarifs des péages qu'elle veut soulever, écrit ce qui suit à un correspondant de la Suisse allemande; nous souscrivons pleinement à ses conclusions.

1. La Suisse, placée comme elle est, tirant de l'étranger une partie de sa subsistance, plaçant à l'étranger une bonne partie de sa production industrielle, intermédiaire commerciale entre pays voisins et cherchant à s'enrichir par ces diverses branches et le bon marché de la vie, qui permet d'avoir la main-d'œuvre industrielle suffisamment basse ne doit pas être protectionniste.

2. La fixité de la loi des péages est désirable, ce troisième remaniement depuis six ans (1884—1887—1890) est nuisible aux affaires.

3. Le tarif de 1887 était absolument suffisant pour négocier; on sait bien que c'est pour avoir joué malhabilement d'un tarif de combat qui n'était pas tarif d'usage, que nos négociateurs ont échoué en dernier lieu ou subi des échecs partiels à Paris, à Berlin et à Rome! A quoi cela peut-il servir?

On ne peut admettre la nécessité des traités de commerce pour l'élévation actuelle comme un argument solide.

4. Au point de vue de l'agriculture, on peut soutenir:

a) que les branches d'exportation, animaux de choix, fromages, lait condensé, vins... n'ont pas à souffrir de tarifs libéraux, au contraire;

b) que l'agriculteur, surtout le petit, est consommateur pour les outils et instruments de travail, articles de ménage, vêtements, etc., autant qu'il est producteur à ce point de vue, la cherté de l'existence est plus grave pour lui, que ne sont avantageux des taux de tarif illusoire comme protection.

5. Tandis que la grande industrie déclare n'avoir pas besoin de protection, plusieurs industries croient devoir demander à la protection un moyen de concurrence qu'elles prétendent très à tort n'avoir pas autrement. Cependant ce n'est qu'au bon marché relatif de l'existence ainsi qu'à sa capacité professionnelle que la Suisse doit d'avoir accès sur

les marchés étrangers, et l'exposition de Zurich a bien montré le développement de ses arts industriels.

6. Le point de vue des consommateurs est absolument méconnu, et c'est celui qui rend l'action de la Ligue non seulement juste au point de vue économique, mais socialement recommandable, étant données les difficultés de l'existence et la cherté des subsistances, puisqu'un tiers environ de la consommation de la Suisse est tiré de l'étranger. Il y a donc une direction bonne et patriotique à demander, sinon l'abaissement de nos tarifs, au moins leur maintien. Toute nouvelle charge non nécessaire est une injustice vis-à-vis de notre peuple, elle cause en outre une réduction de débouchés et par conséquent du travail et amène une dépréciation du capital productif du pays.

Si nous parlons ainsi à l'égard de nos confédérés, en ce qui concerne Genève, les mauvais effets des péages sont encore plus sensibles. Ils ont déjà fait déplacer d'importantes maisons de commerce et d'industrie dans la zone, ils faussent les relations établies avec elle, sur un autre pied et rejettent toujours plus loin de nous notre clientèle naturelle.

Certainement l'art. 29 de la Constitution fédérale s'inspire à cet égard d'une idée d'équité qu'on oublie dans le reste de la Suisse. C'est par ces motifs que la Ligue contre le renchérissement de l'existence considère comme un devoir d'appeler le referendum contre la loi des péages, ce qui pourra avoir lieu dans le commencement du mois prochain.

F. L.

### NOUVELLES DIVERSES

**Contrôle.** — Le bureau fédéral des matières d'or et d'argent vient d'adresser la circulaire suivante aux administrations de contrôle des ouvrages d'or et d'argent:

« Nous apprenons de source autorisée que plusieurs bureaux de contrôle acceptent au poinçonnement des boîtes de montres destinées à l'Allemagne, sans qu'elles soient munies de la raison de commerce ou de la marque du fabricant. »

En conséquence, nous vous rappelons les dispositions très précises de la circulaire instructionnelle du 12 mars 1887, chiffre 1, 5<sup>e</sup> alinéa (Supplément au recueil, p. 48), ainsi conçues:

« Nous rappelons en outre ici notre circulaire du 1<sup>er</sup> avril 1887, vous informant, d'après des renseignements officiels de Berlin, que les objets poinçonnés en Suisse doivent toujours porter l'indication du titre en millièmes, ainsi que la raison de commerce ou la marque du fabricant, conformément aux chiffres 3 et 4 de la publication précitée. »

Nous prions donc les administrations de contrôle de vouloir bien donner les ordres nécessaires au personnel technique de leur bureau pour qu'il ne soit plus dérogé aux règles prescrites par la dite circulaire. »

P. S. — Par marque du fabricant, on entend celle déposée au tribunal de commerce de Leipzig et dans les bureaux suisses de contrôle.

**Exécution de la loi sur les apprentissages.** — La commission chargée d'examiner les voies et moyens propres à assurer l'exécution de cette loi s'est réunie lundi à la Chaux-de-Fonds, sous la présidence de M. le conseiller d'Etat Comtesse.

Il résulte de la discussion que partout où ils sont organisés, les syndicats professionnels seront chargés de la surveillance des apprentis à la décharge de l'autorité communale, si toutefois ils en font la demande. Les syndicats se verront tout naturellement dans l'obligation de surveiller l'apprentissage des



jeunes gens placés chez des patrons syndiqués ou non syndiqués, et ils désigneront les jurés chargés de faire passer l'examen de fin d'apprentissage pour tous les apprentis aspirant au diplôme prévu par la loi.

Quant aux professions industrielles non syndiquées, il est admis que le Conseil d'Etat désignera un certain nombre d'experts de chaque profession, chargés d'élaborer un programme d'examen et ces experts pourront fonctionner comme jurés de l'examen.

### Un fabricant d'or

Edward Pinter, de Londres, vient de découvrir la pierre philosophale. Il fabrique de l'or.

Il lui suffit pour cela d'une pincée d'or qu'il met dans un creuset avec une pincée de poudre spéciale. Quand le tout est refroidi, on trouve trois fois plus d'or qu'on n'en avait mis.

Pinter s'adressa à un joaillier, M. Streeter, à qui il exposa sa découverte, lui exhibant un fourneau oxyhydrique, des flacons et des fioles de toutes sortes et de toutes dimensions, des cornues, des alambics, des creusets. Puis, joignant l'expérience à la théorie, il tira d'un flacon d'acide une pièce d'or de vingt shillings qu'il avait fait tremper dans le liquide pendant dix-huit jours, la jeta dans un creuset, avec un fondant quelconque, en y ajoutant sa poudre de projection, et mit le tout sur le feu. L'amalgame mijota pendant une heure, au bout de laquelle M. Streeter, impatient, demanda à Pinter de retirer du feu le creuset. Pinter obéit, et l'on trouva au fond, un lingot d'or pesant trois fois la valeur d'un souverain.

C'est ici que les merveilles commencent. M. Streeter envoya le lingot chez MM. John-

son et Matthez, les essayeurs bien connus, qui déclarèrent que c'était de l'or à 21 ou 22 carats. Toujours incrédule, M. Streeter fit faire un second essai dont le résultat fut meilleur encore que le premier.

C'est alors que Pinter proposa au joaillier de faire installer des ateliers pour exploiter en grand sa merveilleuse invention, et lui demanda pour cela un million.

Avant de se décider à confier 40,000 souverains, l'incrédule M. Streeter demanda une troisième expérience qui eut lieu à l'atelier du bijoutier, où se trouvèrent bientôt, avec lui, le comte Kearney, un employé et deux détectives cachés. Pinter tira d'un flacon d'acier 20 souverains, les mit dans un creuset avec un fondant et une quantité de sa fameuse poudre, et finit par tirer du creuset, au bout d'un certain temps, un lingot d'or qui, s'il est de bon aloi, vaut, dit M. Streeter, 50 livres sterling. Mais, au moment même où Pinter retirait du feu le creuset, les deux détectives sortaient de leur cachette, l'arrêtaient et le conduisaient au poste d'où, hier matin, il était conduit devant M. Hannay, juge de Malborouck-Street. C'est là que M. Streeter a raconté les faits tels qu'on les a lus plus haut.

Après avoir entendu le merveilleux inventeur, le juge a renvoyé son jugement après analyse du lingot.

Quel que soit le résultat de cette curieuse affaire, il reste acquis qu'il y des gens qui croient encore à la pierre philosophale et qui ajoutent foi aux paroles des alchimistes.

**Liste des marchands horlogers actuellement à la Chaux-de-Fonds à l'hôtel de la Fleur-de-Lis : Liste dressée jeudi 28 mai 1891, à 5 heures du soir : MM. Holbein, Berdijczew. — Crailsheimer, Ber-**

lin. — Stern, New-York. — Salmoni, Francfort. — Caplon, Berlin. — Hartsilber, Varsovie. — Schwartzstein, Varsovie.

### Cours de la bourse de Berne du 28 mai 1891.

Changes.	Courte échéance		2-3 mois	
	Demande	Offre	Demande	Offre
Amsterdam-Rotterdam	209.20	209.70	209.20	209.70
Belgique, places bancaires	100.10	100.25	100.10	100.25
Allemagne, places bancaires, court	124. —	124.25	124. —	124.25
versements ou chèques.	124.25	124.25	—	25.37
Londres.	25.35	25.41	25.37	25.43
chèques	25.37	25.43	—	—
Italie, places bancaires, court	98.60	99.10	100.25	100.45
France	100.25	100.45	100.25	100.45
Paris, versements et chèques.	100.25	100.45	—	—
Vienne, versements.	214. —	216. —	—	—
New-York, 3. T. S.	5.15	5.23	—	—
<b>Escompte</b>				
pour change jusqu'à 3 mois				
Berne	4		St-Gall	4
Bâle	4		Genève	4
Zurich	4			

Le rédacteur responsable : Fritz HUGUENIN

# USINE DE DÉGROSSISSAGE D'OR ET D'ARGENT A. HEMMANN, SCHAFFHOUSE

OR, ARGENT, PLATINE, EN LAMINÉS ET FILÉS  
AFFINAGE ET DÉPART

ESSAI ET ACHAT DE LINGOTS ET DE MONNAIES D'OR ET D'ARGENT

Les essais se font par le Bureau de contrôle des matières d'or et d'argent de Schaffhouse

**Achat de cendres et toutes autres matières contenant des métaux précieux**

Creusets de tous pays. \* Charbons 1<sup>re</sup> qualité.

1300

Fabrique de montres — Usine à vapeur

**G. MULLER & C<sup>IE</sup>**  
NIEDERBIPP (Suisse)

903

Spécialité de remontoirs 18 lignes en tous genres

**J. H. BENKER, BIENNE**  
(derrière la gare)

1115

**DÉPOT D'ACIERS ANGLAIS**

en barres, tôles, bandes et en fil

Spécialité


Aciers pour outils et pour horlogerie.

FABRIQUE DE MOUVEMENTS POUR MONTRES

SYSTÈME INTERCHANGEABLE

Maison fondée en 1854

**HUSSON & RETOR à Genève**

MARQUE DE FABRIQUE  SOUS LE PONT DE BARILLET

Finissages d'une qualité reconnue supérieure dans les grandeurs suivantes :

11, 12 et 13 lig. Remontoir vue cylindre.  
14 lig. Remontoir vue cylindre, verre et savonnette.

18 lig. Remontoir vue cylindre, verre.  
12, 13, 14, 18 et 19 lig. Remontoir vue ancre, verre et savonnette.

20 lig. Remontoir ancre, savonnette. 12/5  
19 lig. Remontoir vue ancre, Ponts ronds savonnette nickel.

16 lig. Remontoir, savonnette, calibre genre américain.  
Pièces à clef cylindre de 12 à 18 lig.

**Sur demande on envoie le PRIX-COURANT.**

# MM. PIQUEREZ frères à Bassecourt (Jura bernois)

RECOMMANDENT LEURS MACHINES A TOURNER LES BOITES  
OR, ARGENT, ACIER, NICKEL, SYSTÈME REVOLVER

## INVENTION PIQUEREZ

Brevets dans les principaux pays

1291

Plus de 80 machines fonctionnent dans les fabriques importantes à Beaucourt, Bienne, Noiraigue, Fleurier, St-Imier, Tramelan, Porrentruy, Waldenbourg, etc. etc. — Des machines sont toujours disponibles et peuvent être vues fonctionnant chez les constructeurs.

## USINE GENEVOISE DE DÉGROSSISSAGE D'OR

PRIX DE LA RIVE 1881  
MÉDAILLE D'OR

GENÈVE

DIPLOME EXPOSITION  
ZURICH 1883

AGENCE et DEPOTS; Chaux-de-Fonds-Lyon-Marseille

Or, argent, platine, nickel, laminés et filés. **PLAQUÉ** sur argent, cuivre, chrysocale, nickel et acier

AFFINAGE ET DÉPART - ESSAI ET ACHAT DE LINGOTS ET DE MONNAIES D'OR ET D'ARGENT - ACHAT DE DECHETS DE PLATINE

Métaux anti-magnétiques brevetés — A l'usage des fabriques d'horlogerie — MÉDAILLE D'ARGENT, EXPOSITION UNIV. PARIS 1889

Balanciers compensés, genres soignés et courants. — Spiraux de première qualité. — Métal pour échappements 1271

Ces produits ont subi les épreuves les plus minutieuses et ont donné des résultats supérieurs à tout ce qui a été fait jusqu'à ce jour

De notables perfectionnements viennent encore d'être apportés dans la fabrication des Balanciers

Seuls dépositaires pour la Suisse des **ALLIAGES** de **NICKEL**  
en planches, fils, dégrossissages et découpages de la **BERNDORFER METALLWAAREN-FABRIK (SCHOLLER & Cie.)**, Vienne

**Un horloger**, visiteur expérim., connaît. la fabricat. de la montre simple et compliquée, calibres, échappem. etc. etc., parlant français, anglais, allemand. Fab. par procéd. mécaniq. Méd. argent Paris 1878, **cherche emploi** Réf de 1<sup>er</sup> ordre. 1422

Offres sous Hc. 3854 x à **HAASEN-STEIN & VOGLER**, Genève.

## ON DEMANDE

**2 bons pivoteurs à cylindres pour porte échappements.**

Ouvrage lucratif et suite. Adresser à **Aug. Walther**, planteur à **Mathod**. 1433

**O**n cherche une fabrique d'horlogerie, fabricant tous les genres, qui serait disposée à faire, pour un temps court, à un commerçant capable de l'Allemagne orientale, un crédit de 6 à 8000 fr. 1434

Adresser les offres sous Nr. 1226 à **Rudolf Mosse**, à Breslau, Allemagne.

## Décoration de montres

par 1429

**Procédé nouveau**  
très distingué, inventé et appliqué par  
**Ferd. Philipp & Cie.**

**RIESBACH** (Zürich)

## OXIDATION

de boîtes en acier  
de 80 Cts. à Fr. 1.50

**Oxidation et incrustation**  
en or et argent de Fr. 5 — à Fr. 10. —  
par boîte

**Décoration riche**  
de boîtes en argent en couleurs variées  
fixées au feu et combinées avec  
**Emaux fins**  
de Fr. 7. — à Fr. 12. — par boîte.

**Solidité garantie.** (H. 1626 Z)

Médaille Paris 1889

„ Bruxelles 1888

„ Munich 1888

Diplôme Zürich 1883

## UN JEUNE HOMME

exempt du service militaire, connaissant à fond la comptabilité et les deux langues, cherche emploi, comme comptable ou commis, de préférence dans une fabrique d'horlogerie. Les meilleurs références et certificats sont à disposition. Offres sous H. 2621 J. à l'agence **Haasenstein & Vogler**, St-Imier. 1420

**Une fabrique d'horlogerie**  
demande pour travailler  
dans ses ateliers un **chef**  
ouvrier, ou un **petit chef**  
d'atelier de finissages de  
boîtes métal, connaissant  
le dorage, argentage et  
nikelage. 1432

Adresser les offres par écrit  
chiffres A. B. C. au bureau.

FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

Téléphone

Medaillen-Münze



**F. HOMBERG**, Graveur,  
BERNE

FRAPPE DE MÉDAILLES

BOÎTES DE MONTRES, INSIGNES DE SOCIÉTÉS  
JETONS POUR CAFÉS ETC.

**SPECIALITÉS DE MARQUES DE FABRIQUE**

GRAVURE DE CLICHÉS TYPOGRAPHIQUES  
et enregistrement au bureau fédéral.

TIMBRES MÉTAL ET EN CAOUTCHOUC  
CACHETS ET SCEAUX

POINÇONS ET ÉTAMPES POUR L'HORLOGERIE.

TRAVAUX PANTOGRAPHIQUES.

## Chronographe-compteur breveté de BESSIRE-MARIE, PÉRY sur Bienne

La supériorité de cette pièce sur ce qui se fait actuellement s'explique comme suit:

1<sup>re</sup> Elle compte d'un cinquième de seconde à 60 minutes.  
2<sup>o</sup> Le pignon de champ sur lequel repose l'aiguille qui compte les cinquièmes est central et n'a pas d'autres aiguilles superposées.

3<sup>o</sup> Le mécanisme n'a aucune roue denturée.  
4<sup>o</sup> Son fonctionnement est à deux temps:

1<sup>er</sup> temps, pousser la poussette qui est placée sur 11 heures et fait pendant à la poussette de mise à l'heure placée sur 1 heure; cette pression arrête instantanément l'aiguille des cinquièmes et son compteur.

2<sup>es</sup> temps une pression sur la couronne ramène les susdites aiguilles à leur point de départ et les remet instantanément en marche. 1410

5<sup>o</sup> Son extrême précision s'explique par le fait que l'aiguille indiquant les secondes et leur cinquièmes ainsi que celle du cadran enregistreur, reposent directement sur des mobiles et se mettent instantanément en marche ce qui n'a pas lieu tant que subsiste un engrenage.

**Montres garanties, à des prix très avantageux.**  
✂ Traiter directement pour l'achat. ✂

## Vve Alphonse VUILLEMIN

à la COURPÉE, Villers le Lac (Doubs)

Spécialité de pièces pour remontoirs, pignons coulants et de transmissions bruts, tournés et finies, rochets, couronnes, renvois, tiges de remontoir, assortiments ordinaires et soignés, découpages pour ressorts et bascules en tous genres, bruts et finis. 1430

## ÉCOLE D'HORLOGERIE ET DE MÉCANIQUE

de Bienne.

1270

Apprentissage d'horlogerie complet: 3 ans. Apprentissage d'horlogerie pour spécialités: 12 à 18 mois. Apprentissage mécanicien: 3 ans; les élèves apprennent à faire les outils pour fabrication mécanique, système perfectionné. Cours théoriques dans les deux langues. Nouvelles méthodes d'enseignement donnant d'excellents résultats. Entrée à toute époque. S'inscrire auprès du directeur. **LA COMMISSION.**

## VOLLENWEIDER & C<sup>IE</sup>

Successeurs de E. Durussel

**6 Monbijou — BERNE — 6 Monbijou**

FRAPPE DE FONDS DE MONTRES  
argent et métal

Grand choix de dessins

1175 Demandez album.

GRAVURE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE  
Spécialité de poinçons  
en tous genres

Marques de fabrique

Enregistrement au bureau fédéral.

CLICHÉS TYPOGRAPHIQUES